

expulsées de leur appartement [9 février 1951] (p. 982); — de M. Theetten relative au calcul des salaires à la S.N.E.C.M.A. [9 février 1951] (p. 982, 983); — de M. Michel relative au pécule des anciens prisonniers de guerre [9 février 1951] (p. 983). — Donne sa démission de *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* [6 mars 1951] (p. 1762).

Est nommé *Ministre du Travail et de la Sécurité sociale* (3^e Cabinet Queuille) [10 mars 1951] (*J. O.* du 11 mars 1951, p. 2642).

En cette qualité :

Répond à une question de Mme Braun relative aux allocations familiales accordées aux réfugiés espagnols [16 mars 1951] (p. 2049). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 : TRAVAIL ET SÉCURITÉ SOCIALE, Chap. 1000 : *Ses observations sur les problèmes du travail, la suppression des zones de salaire, l'application des conventions collectives* [16 mars 1951] (p. 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087); *Amendement de M. Duprat tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'Administration centrale (Suppression des zones de salaire)* [20 mars 1951] (p. 2188); Chap. 1020 : *Personnel temporaire de l'Administration centrale* (p. 2190); Chap. 1050 : *Services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre* (p. 2190, 2191); Chap. 1070 : *Amendement de M. Augarde tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les agents contractuels des services de la main-d'œuvre (Contrôleurs et ouvriers nord-africains)* (p. 2191); Chap. 1110 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 2191, 2192); *Amendement de Mme Duvernois tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre* (p. 2192); *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits demandés par le Gouvernement pour ce chapitre* (p. 2193); Chap. 1120 : *Amendement de M. Viatte tendant à rétablir les crédits demandés pour les auxiliaires des directions régionales de la Sécurité sociale* (p. 2193); Chap. 3000 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le remboursement des frais de tournée* (p. 2194); Chap. 3030 : *Remboursement de frais aux autres administrations* (p. 2194); Chap. 3050 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour les frais d'enquête de main-d'œuvre* (p. 2194, 2195); *Amendement de M. Barel tendant à réduire de 1.000 francs les crédits de ce chapitre (Salaire*

minimum interprofessionnel garanti) (p. 2195); Chap. 3060 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le service mécanographique* (p. 2195); Chap. 3070 : *Amendement de M. Viatte tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les services de la main-d'œuvre nord-africaine* (p. 2214); Chap. 3100 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour le matériel automobile* (p. 2215); Chap. 3110 : *Loyers et frais de réquisition* (p. 2215); Chap. 4010 : *Amendement de M. P.-H. Feitgen tendant à insérer un chapitre nouveau garantissant un salaire minimum aux maîtres laïques de l'enseignement privé* (p. 2334); Chap. 4020 : *Amendement de M. Besset tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le fonds national de chômage* (p. 2339, 2340); Chap. 4030 : *Sécurité des ouvriers mineurs (Danger de la silicose)* [21 mars 1951] (p. 2257); Chap. 4120 : *Prime d'accueil aux immigrants italiens* (p. 2257); Chap. 5050 : *Formation professionnelle des adultes* (p. 2260, 2261). — Répond à une question de M. Bouxom relative au cumul de l'allocation de salaire unique et des pensions d'invalidité [20 avril 1951] (p. 3649, 3650). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer; Art. 148 : *Amendement de M. Castellani tendant à supprimer le dernier alinéa relatif au secret professionnel à observer* [29 avril 1951] (p. 4268); Art. 153 : *Amendement de M. Benoist tendant à ne pas restreindre les droits de l'inspecteur dans les établissements travaillant pour la défense nationale* (p. 4270, 4271); Art. 118 : *Congés payés accordés aux salariés* (p. 4276); — du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales; Art. 6 : *Amendement de M. Beugniez tendant à ne pas considérer comme revenu les pensions d'invalidité* [30 avril 1951] (p. 4345); — d'une proposition de loi portant suppression des zones de salaires : *Discussion générale* [11 mai 1951] (p. 5059).

BADIE (M. Vincent), Député de l'Hérault.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des pensions [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348). Est élu vice-président

de cette Commission [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [16 novembre 1948] (p. 6990), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la production industrielle [18 janvier 1949] (p. 34) :

Dépôts :

Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder une aide efficace à une cave coopérative « pilote », n° 562. — Le 13 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 5 *bis* de la loi du 30 juin 1926, modifié par la loi du 18 avril 1946, relatif à la propriété commerciale, n° 922. — Le 20 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à assurer à l'industrie pharmaceutique et aux pharmaciens d'officine les moyens d'une exploitation normale, n° 994. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi relative au cumul des professions de médecin et de pharmacien, n° 2636. — Le 13 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à réprimer les abus relatifs au prix de vente des vins dans l'hôtellerie et à assurer la loyauté du commerce, n° 2639. — Le 3 février 1948, une proposition de loi tendant à la suppression de toutes les juridictions d'exception en matière de collaboration et au renvoi de toutes les affaires en cours devant les tribunaux militaires, n° 3228. — Le 23 avril 1948, une proposition de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 9 de la loi n° 48-337 du 27 février 1948 en vue de la réalisation d'une première tranche de reclassement de la fonction publique (agents en activité ou en retraite) et de l'amélioration de la situation des victimes de guerre, n° 4018. — Le 3 février 1949, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution de MM. Forcinat et Badie tendant à inviter le Gouvernement à attribuer incessamment la carte d'ancien combattant à tous ceux qui ont acquis des titres au cours de la campagne 1939-1945, conformément au décret du 1^{er} juillet 1930, n° 6282. — Le 11 mars 1949, une proposition de loi tendant à assurer la protection de la liberté individuelle dans le droit pénal français, n° 6796.

— Le 4 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur les propositions de loi : 1^o de M. Darou et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir la présomption d'origine pour les militaires présents sous les drapeaux ; 2^o de M. Tourné et plusieurs de ses collègues tendant à établir la présomption d'origine pour toutes les affections ou maladies contractées par les soldats du contingent au cours de leur service militaire, dans les conditions prévues par l'article 150 de la loi du 31 décembre 1937, n° 11177. — Le 7 novembre 1950, une proposition de loi tendant à modifier l'article 44 de la loi du 11 septembre 1944 concernant le contrôle des spécialités pharmaceutiques, n° 11185. — Le 9 novembre 1950, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier la Convention relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de guerre, conclue le 23 janvier 1950 entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, n° 11221. — Le 14 février 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à exonérer de la prestation d'alcool vinique les viticulteurs durement éprouvés par les orages de grêle, n° 12191. — Le 15 février 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de loi (n° 11557) de M. Bruynea et plusieurs de ses collègues portant extension à la guerre 1939-1945 des dispositions de la loi du 27 avril 1916 instituant un diplôme à remettre aux familles des officiers, sous-officiers et soldats des armées de terre et de mer morts pour la patrie, depuis les hostilités, n° 12225. — Le 24 février 1951, une proposition de loi tendant à faire bénéficier de l'amnistie certains délinquants primaires poursuivis ou condamnés pour des infractions et délits mineurs ou des délinquants primaires combattants d'Indochine, n° 12355. — Le 14 mars 1951, un rapport au nom de la Commission des pensions sur le projet de loi (n° 12165) relatif à la procédure de codification des textes législatifs concernant les pensions civiles et militaires de retraite, n° 12487.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant amnistie ; Art. 1^{er} : *Observations*

de M. Teitgen sur l'ensemble de l'article [18 juin 1947] (p. 2198); Art. 9, 5^e alinéa : *Son amendement tendant à rédiger le début de l'alinéa : « Anciens combattants, titulaires de la carte du combattant »* [21 juin 1947] (p. 2307); Art. 9, 9^e alinéa : *Son amendement tendant à amnistier les infractions à la législation économique et fiscale* (p. 2309, 2310, 2311); Art. 30 : *Son amendement tendant à ne pas inscrire au casier judiciaire la condamnation ayant fait l'objet d'une réhabilitation* [7 juillet 1947] (p. 2785); Art. 31 : *Son amendement tendant à sanctionner les fonctionnaires judiciaires qui n'auraient pas détruit les pièces des procès amnistiés* (p. 2785). — Prend part à la discussion du projet de loi portant réalisation d'économies et aménagement de ressources : *Ses observations sur l'ensemble* [23 juin 1947] (p. 2390). — Est entendu au cours du débat sur les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement : *Ordre du jour de confiance de M. Lussy (Explications de vote)* [4 juillet 1947] (p. 2749). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'exercice 1947 (Dépenses civiles); Etat A, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE : *Discussion générale, en qualité de Président de la Commission des pensions* [21 juillet 1947] (p. 3289). — Intervient dans la discussion du projet de loi de dégage-ments de cadres des fonctionnaires; Art. 5 : *Son amendement tendant à garder par priorité les déportés politiques* [12 août 1947] (p. 4275). — Prend part à la discussion de l'interpellation de M. Jacques Duclos sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Lussy* [30 octobre 1947] (p. 4972). — Dépose une demande d'interpellation sur la composition et la politique générale du Gouvernement [25 novembre 1947] (p. 5134); la développe [27 novembre 1947] (p. 5152, 5153, 5154). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Ses explications de vote sur la question de confiance contre la prise en considération des amendements à l'article 2* [5 janvier 1948] (p. 68, 69); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour le reclassement de la fonction publique : *Discussion générale* [5 février 1948] (p. 426, 427); — du projet de loi ten-

dant à réprimer les hausses de prix injustifiées : *Discussion générale* [18 février 1948] (p. 840, 841); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses militaires d'avril et mai 1948 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [18 mars 1948] (p. 1962, 1963); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, JUSTICE, Chap. 106 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les tribunaux de première instance* [2 juin 1948] (p. 3116); — du projet de loi relatif au dégage-ment de cadres; Article unique : *Son amendement tendant à ne pas licencier les déportés et résistants* [3 juin 1948] (p. 3173, 3174, 3175); — de la proposition de loi relative aux unions d'associations familiales : *Ses explications de vote sur les conclusions de la Commission* [10 juin 1948] (p. 3404); — des interpellations sur les recommandations de la Conférence de Londres : *Ses explications de vote sur l'ordre du jour de M. Scherer, accepté par le Gouvernement* [16 juin 1948] (p. 3595, 3596); — du projet de loi tendant au redressement économique et financier : *Discussion générale* [8 août 1948] (p. 5547, 5548, 5549, 5550, 5551). — Est entendu au cours du débat sur l'investiture du Président du Conseil désigné : *Ses observations sur le programme de M. Schuman* [31 août 1948] (p. 6406, 6407). — Dépose une demande d'interpellation : sur le déroulement à Madagascar du procès des parlementaires malgaches [16 septembre 1948] (p. 6576); sur les conditions du procès de Madagascar [21 septembre 1948] (p. 6814). Est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [22 septembre 1948] (p. 6820, 6821, 6822, 6823, 6828). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi portant amnistie en matière de faits de collaboration; Art. 1^{er} : *Amendement de M. Rollin tendant à amnistier les mutilés des deux guerres* [26 novembre 1948] (p. 7275); — de propositions de loi portant statut des combattants volontaires de la Résistance : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 décembre 1948] (p. 7574, 7575, 7577); — de la proposition de loi relative aux rentes viagères contractées entre particuliers; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à étendre la loi aux rentes constituées jusqu'en 1947* [17 décembre 1948] (p. 7718); — du projet de loi accordant un contingent exceptionnel de croix de la Lé-

gion d'honneur (Centenaire de 1848); Art. 1^{er}: *Amendement de M. Sigrist tendant à tripler le nombre des croix accordées* [17 février 1949] (p. 647); — du projet de loi portant répartition de l'abattement opéré sur le budget des Anciens combattants et Victimes de la guerre: *Discussion générale (Ses observations sur la carte du combattant)* [19 mai 1949] (p. 2654, 2655); — du projet de loi relatif à certaines dispositions économiques et financières; Art. 14: *Son amendement tendant à réduire les taxes et droits sur les alcools* [2 juin 1949] (p. 3058, 3059); *Son amendement tendant à diminuer les droits sur les vins de liqueur* [3 juin 1949] (p. 3132); *le retire* (ibid.). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre au sujet de l'affaire Joanovici, agent de la Gestapo [2 juin 1949] (p. 3080). — Est entendu pour une motion d'ordre (*Débat sur les cours de justice et affaire Joanovici*) [7 juin 1949] (p. 3179). — Prend part à la discussion du projet de loi portant suppression des cours de justice: *Question préalable posée par M. Péron (Ses observations sur l'affaire Scaffa-Joanovici)* [7 juin 1949] (p. 3182, 3183, 3184, 3185); *Discussion générale* (p. 3196, 3197). — Prend part aux débats sur l'investiture du Président du Conseil désigné (*Ses observations sur le programme de M. René Mayer et les résultats du plan financier de M. Mayer réalisé en 1948*) [20 octobre 1949] (p. 5886, 5887). — Pose à M. le Ministre des Finances et des Affaires économiques une question relative à la rétrocession aux commerçants des stocks d'alcool de l'Etat [2 décembre 1949] (p. 6579). — Prend part à la discussion: d'une interpellation sur les scandales de la guerre du Viet-Nam et l'affaire Revers-Mast (*Ordre du jour de M. Juglas demandant la constitution d'une commission d'enquête et fixant la composition de celle-ci*) [17 janvier 1950] (p. 291, 292); — d'une interpellation sur la composition du Gouvernement à la suite de la démission des Ministres socialistes: *Discussion générale (Ses observations sur le replâtrage ministériel et la fin du tripartisme)* [7 février 1950] (p. 1043, 1044). — Dépose une demande d'interpellation sur l'enquête ordonnée par le Ministre des Finances au sujet de l'École vétérinaire de Toulouse [31 mars 1950] (p. 2718). — Prend part à la discussion: du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; ANCIENS COMBAT-

TANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Discussion générale (Ses observations sur l'insuffisance des pensions de guerre, la démarche du Président Herriot, les lenteurs de l'Administration et la grève administrative des médecins)* [21 juin 1950] (p. 5092, 5093, 5094); — du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration: *Discussion générale* [2 novembre 1950] (p. 7395, 7396, 7397), [4 novembre 1950] (p. 7471, 7472); — des interpellations sur la situation en Indochine: *Discussion générale* [22 novembre 1950] (p. 8026, 8027, 8028); — des conclusions du rapport sur l'enquête concernant les faits relatés par le Président du Conseil dans sa déclaration du 17 janvier 1950 (Affaire Revers-Mast): *Discussion générale* [24 novembre 1950] (p. 8128); — d'une interpellation sur le vote émis par l'Assemblée Nationale le 28 novembre 1950 (Jules Moch): *Ses explications de vote sur la question de confiance posée pour l'adoption de l'ordre du jour de M. Chevallier* [1^{er} décembre 1950] (p. 8429); — du projet de loi portant autorisation d'un programme de réarmement: *Discussion générale* [27 décembre 1950] (p. 9699); — du projet de loi portant dévolution des biens des entreprises de presse: *Oppose la question préalable* [4 janvier 1951] (p. 108, 109). — Dépose une demande d'interpellation: sur la perquisition faite chez un avocat pour saisir des pièces confiées sous le sceau du secret professionnel [5 janvier 1951] (p. 188); — sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour enrayer la hausse continue du prix de la vie [15 février 1951] (p. 1180); — sur la crise viticole [11 avril 1951] (p. 3111). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement (*Crise viticole*) [12 avril 1951] (p. 3226). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE: *Son rappel au règlement (Procédure du renvoi à la Commission)* [15 mai 1951] (p. 5154, 5155); Chap. 700: *Retraite du combattant (Relèvement des pensions de guerre)* (p. 5164). = S'excuse de son absence [10 juillet 1947] (p. 2892). [24 février 1948] (p. 998), [31 mars 1949] (p. 1925). = Obtient des congés [24 février 1948] (p. 998), [31 mars 1949] (p. 1925).